

PS ET APPARENTÉS | JEAN-PAUL PLANCHOU

L'État déserte, les Régions payent



PS | 62 MEMBRES
Jean-Paul Planchou

Les circonstances qui ont entouré l'examen du budget régional pour 2009 étaient exceptionnelles à deux titres : l'aggravation de la crise financière devenue économique et sociale, d'une part, le processus de déconstruction de la décentralisation,

d'autre part.

Loin de la simple atonie conjoncturelle auquel l'État voulait réduire la crise, la chute de la production industrielle et le retournement du marché de l'emploi mettent nos concitoyens sous pression. Or, du fait de sa situation de forte réactivité aux mouvements économiques, l'Île-de-France est plus exposée que d'autres régions. Le budget adopté par la majorité du conseil régional (plus de 4,5 milliards d'euros) témoigne, dans ce contexte, d'une capacité à la fois à gérer ses finances et à mobiliser ses moyens au service de l'économie et de l'emploi.

Malgré des transferts de compétence coûteux et la fragilisation de nos ressources, l'encours de notre dette demeure inférieur à celui de 1998. Nous pourrions comparer cette situation avec celle de la France, qui figure, hélas, au nombre des pays les plus endettés d'Europe.

Le budget régional atteste d'un effort exceptionnel dans les secteurs que sont les transports, les lycées, l'emploi et l'environnement. Surtout, il intensifie notre détermination : en dix ans, nous avons multiplié par trois les crédits des transports collectifs, par trois également les investissements en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle, par six les investissements pour la recherche, et augmenté de plus de 60 % ceux en faveur des lycées. De son côté, l'État annonce 240 millions d'euros en faveur du logement social, bien loin de

compenser la baisse de 337 millions votée dans la loi de finances ; en attendant, la Région engage, à son échelle, plus de 100 millions d'euros dans la construction de logements. CQFD.

Jamais un gouvernement n'aura eu autant besoin des collectivités territoriales et n'aura manifesté autant de désinvolture à leur égard. Impécunieux, il s'emploie à étouffer nos ressources financières, dont dépendent pourtant 70 % de l'investissement public. Nombreux, à droite, l'admettent : les collectivités se substituent progressivement à lui. Cette contradiction est pourtant de moins en moins

supportable à mesure que la fiscalité nationale diminue au profit des privilégiés. Dès lors, la priorité est de mettre à plat les ressources des collectivités afin qu'elles soient dynamiques et pérennes, et aussi, plus justement prélevées. Or, à ce que l'on perçoit des projets du gouvernement, ce n'est pas le chemin que

l'on emprunte. Et si l'on perçoit bien ce que l'État peut gagner à confisquer leurs moyens aux régions, on voit mieux encore les risques que cette vision dépassée fait courir au développement économique et à la cohésion sociale. ●

Groupe socialiste Île-de-France
Tél. : 01 53 85 68 95. www.ps-idf.com

« **Jamais un gouvernement n'aura manifesté autant de désinvolture à l'égard des collectivités territoriales.** »

VERTS | JEAN-VINCENT PLACÉ

Saclay, terre d'avenir ou terres menacées ?



VERTS | 28 MEMBRES
Jean-Vincent Placé

Le Plateau de Saclay en Essonne est un symbole fort des luttes écologistes. Si fort que ces terres, d'une qualité rare, continuent d'attirer les convoitises des dirigeants et des

grands promoteurs. Si fort, que le président de la République s'investit personnellement sur la question. Lors de la révision de son schéma d'aménagement, la Région a trouvé un consensus, avec les services de l'État et les élu(es) locaux, pour préserver 2300 hectares de terres agricoles et développer la recherche. Faisant fi de ces années de concertation, le secrétaire d'État à la région capitale a annoncé le déménagement intégral de la faculté d'Orsay sur le Plateau, la transformation de l'aéroport de Toussus en aéroport d'affaires (100000 mouve-

ments annuels, presque de l'ordre de celui d'Orly) et le bétonnage de 500 hectares de terres agricoles que Région et élu(e)s locaux ont choisi de protéger. Un projet de loi prépare la création d'un établissement public pour lancer cette opération d'intérêt national. Mais le destin d'un tel espace ne peut être scellé par les caprices d'une poignée de dirigeants et de technocrates. Le dialogue doit s'ouvrir. Et l'ambition

pour ce territoire doit être à la hauteur des enjeux écologiques : climat et pollutions, protection de la biodiversité. Les Verts appellent donc à la fois à la mobilisation et à la concertation, qui peut prendre la forme d'un

« **Ces terres, d'une qualité rare, continuent d'attirer les convoitises des promoteurs.** »

grand débat public, notamment par la saisine de la Commission nationale du débat public. Car couler du béton sur Saclay, c'est couler une partie de l'agriculture de proximité de l'Île-de-France. ●

Nos idées vous intéressent ? Pour vous abonner à notre trimestriel, L'Écorégion : jean-marie.bouguen@wanadoo.fr

RÉPUBLICAIN RADICAL ET CITOYEN | ÉRIC FERRAND

Cantines et solidarité



ZRC | 8 MEMBRES
Éric Ferrand

Les élus MRC et de la gauche républicaine rassemblés au sein du groupe Républicain, Radical et Citoyen (ZRC) sont, en cette période de crise, plus que jamais préoccupés par la défense de l'égalité et de la solidarité. Nous avons donc rappelé lors de la discussion du budget 2009 que la tarification de la cantine des lycées doit être fondée sur le quotient familial, c'est-à-dire sur un barème tenant compte plus justement des ressources des familles.

C'est aussi un enjeu de santé publique : beaucoup de jeunes se détournent d'une cantine trop chère alors que les repas équilibrés servis sont souvent les seuls pris dans la journée. Nous nous félicitons de l'annonce par l'exécutif régional d'une réflexion concrète sur le sujet. ●

« **Le prix de la cantine dans les lycées doit reposer sur le quotient familial.** »

RAGEAP | JEAN LEVAIN

Un budget ambitieux



RAGEAP | 8 MEMBRES
Jean Levain

Les Radicaux de Gauche et Élus Apparentés soutiennent pleinement le budget régional 2009. Un budget volontariste et ambitieux sur nos priorités : la justice sociale, l'équité territoriale et le dynamisme économique francilien.

Lors des débats, notre groupe a notamment obtenu la réalisation d'une étude sur une

action régionale en matière de tarification des transports aériens des Franciliens originaires d'Outre-mer. Conditionnée à des indicateurs sociaux, une telle action interrégionale répondrait aux objectifs de solidarité et de continuité territoriale que nous défendons. ●

Plus d'informations sur notre site : <http://www.rageap.fr>

« **Solidarité et continuité territoriale.** »

COMMUNISTE, ALTERNATIVE CITOYENNE ET RÉPUBLICAIN | GABRIEL MASSOU

Il faut sauver les collectivités territoriales



CACR | 25 MEMBRES
Gabriel Massou

Le budget régional 2009 s'élève à 4,5 milliards d'euros. Dans ce moment de difficultés pour les salariés et les populations, la Région a fait le choix de l'investissement, du développement économique, de l'emploi et de la formation, dans un projet durable et soutenable. Mais ce budget pointe également les limites de l'intervention régionale. Bien que les mieux placées pour assurer les investissements publics, les collectivités sont les grandes oubliées du dispositif gouvernemental. Au moment où il met des milliards sur la table, comment ne pense-t-il pas aux collectivités ? C'est un choix politique. Gouvernement/chef

« Un appel pour mettre en échec le plan gouvernemental contre les collectivités territoriales. »

de l'État ne supportent pas qu'elles prennent la liberté, surtout quand elles sont de gauche, d'élaborer des réponses globales, cohérentes, contraires aux souhaits de la droite et du chef de l'État. Non seulement il ne les utilise pas comme point d'appui pour la relance, pourtant plus efficace et utile, mais il veut, sous le prétexte de non-lisibilité du rôle des uns et des autres, les faire entrer dans le rang, en leur retirant la compétence générale et en s'attaquant au mode de scrutin le plus démocratique, la proportionnelle. En votant ce budget 2009, nous avons lancé un appel à tous les élus, pour mettre en échec le plan gouvernemental contre les collectivités territoriales, en priorité les Régions. L'actualité démontre la capacité à faire reculer ce gouvernement si nous nous mobilisons. Pour notre collectivité, c'est un des enjeux de 2009. ● www.eluscacridf.org

GDC | BERNARD LEHIDEUX

Budget 2009 : insuffisant !



GDC | 17 MEMBRES
Bernard Lehideux

Les élus démocrates et centristes n'ont pas approuvé le projet de budget 2009 présenté par l'exécutif régional. Lors du débat, nous avons souligné les évolutions positives de ce budget par rapport aux précédents, notamment des priorités recentrées autour des transports, de la formation et du logement, et une nouvelle année de stabilité des impôts régionaux. Pour autant, ce budget

« Pour les élus démocrates et centristes, ce budget reste insuffisant dans ses choix et dans ses ambitions. »

souffre de défauts récurrents, avec une absence de maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'institution régionale. La progression de la dette depuis 2004 est un motif d'inquiétude pour l'avenir. Enfin, les élus démocrates et centristes ont déploré l'absence de réelle relance de l'investissement alors que la situation économique et sociale s'aggrave chaque jour. Fidèles à une liberté de jugement qui ne les enferme dans aucun schéma partisan, les élus démocrates et centristes ont jugé que ce budget restait insuffisant dans ses choix et dans ses ambitions. ● gdc.idf@orange.fr - Tél. : 01 53 85 68 84.

FRONT NATIONAL | MARINE LE PEN

Aux fous !



FN | 15 MEMBRES
Marine Le Pen

Bien qu'à l'image de notre nation l'Île-de-France soit frappée par une crise sans précédent, le conseil régional feint de ne pas s'en apercevoir : le chômage et les délocalisations explosent : il diminue les crédits pour l'économie et l'emploi ! Les Français ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois : les aides aux « minorités » sont accrues ! Le prix des transports en commun va encore augmenter : le conseil régional les rend gra-

tuits pour les clandestins ! Sur certaines lignes, les trains et métros sont bondés, les incidents techniques et l'insécurité gangrèment la vie des usagers : 20 millions d'euros viennent d'être débloqués pour y installer des télévisions ! Contre cette folle politique irresponsable et inconsciente : un seul recours : le FN ! ●

« Le prix des transports en commun va encore augmenter. »

Plus d'infos sur : fnidf.com
Pour nous joindre : contact@fnidf.com
Tél. : 01 53 85 67 80.

MP | ROGER KAROUTCHI

2009 : Un budget inadapté à la crise



MP | 38 MEMBRES
Roger Karoutchi

Dans ce contexte économique difficile, l'exécutif régional aurait pu proposer un véritable budget de relance en s'appuyant sur l'investissement et en rendant du pouvoir d'achat aux Franciliens. Il n'en est rien. Le groupe Majorité présidentielle a déposé et défendu quatre-vingt-neuf amendements. Aucun n'a été repris. Cela montre l'absence d'ouverture et de dialogue de l'exécutif régional. Voici quelques exemples d'amendements qui ont été refusés : diminution de 100 millions d'euros des impôts régionaux, augmentation des crédits de 400 000 euros pour les travaux de sécurité dans les lycées, de 2 millions d'euros pour favoriser l'accès aux gares et 8 millions d'euros pour la construction de lycées neufs. Pendant ce temps, l'emprunt augmente de 7 % et la dette de 12,6 %. En quatre ans, la dette a progressé de 37 %, pour atteindre 2,7 milliards d'euros. L'accroissement de la dette n'est pas condamnable par principe s'il s'accompagne d'un effort d'investissement. Or ce n'est pas le cas ! En quatre ans, la dette a explosé et les investissements n'ont pas augmenté. Pire, les crédits d'investissements baissent cette année dans le secteur des transports :

« Aucun de nos quatre-vingt-neuf amendements n'a été repris. »

- 6 % pour les transports en commun !
- 10 % pour les routes !
- 34 % pour la sécurité routière !

Parallèlement, les dépenses de fonctionnement augmentent encore de 3,8 % ! La dérive des dépenses de fonctionnement continue notamment pour celles propres au fonctionnement du conseil régional. Depuis le début de la mandature, cela représente une hausse de 60 %. Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté le train de vie de l'institution régionale. Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient 67,32 euros par habitant en 1998. En 2009, elles atteignent 222 euros par habitant. Elles ont été multipliées par trois ! Au final, l'exécutif de gauche manque une occasion historique de mettre en place un véritable plan de relance de l'économie régionale en complément de ce qui a été initié au niveau national. ● Roger Karoutchi, Président du groupe Majorité présidentielle Secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement Site : www.ile2france.org

CENTRE ET APPARENTÉS | LAURENT LAFON

Ce que nous attendions



CENTRE | 8 MEMBRES
Laurent Lafon

Pour 2009, l'exécutif socialiste a annoncé un budget en expansion afin de tenter de contrecarrer les effets de la crise. En réalité, la majeure partie de cette « expansion » s'explique par l'augmentation des dépenses de fonctionnement et dans un saupoudrage de subventions hélas classique. Dans le budget 2009, où sont les investissements véritablement contra-cycliques ? Où est l'aide massive aux entreprises qui emploient ? Face à la crise, nous attendions une politique, sinon partenariale, du moins cohérente avec celle de l'État ! L'heure était à une action groupée, efficace, pour faire face aux défis que cette crise inédite nous impose désormais. ● www.nouveaucentre-iledefrance.com

« Où est l'aide aux entreprises qui emploient ? »